

# Les grandes écoles françaises bientôt en Algérie

Le Quotidien d'Oran, 27 janvier 2007

L'Algérie se tourne vers la France pour la formation de ses élites. Après la création réussie de l'Ecole supérieure des affaires d'Alger (ESAA) en 2004, les deux pays discutent sur de nouveaux projets. Alors que l'école franco-algérienne de médecine et d'un Institut supérieur des technologies devraient bientôt voir le jour, ce sont les grandes écoles françaises qui commencent à s'impliquer. Une délégation de seize grandes écoles de l'Hexagone (HEC, ENPC, ENA, Sciences-Po, INSA, Télécoms Paris, Ecole d'architecture, ENS...), a séjourné à Alger de samedi à lundi. Pour les classes préparatoires, le lycée Louis-le-Grand a fait également le voyage. C'est la première fois qu'une délégation aussi importante de grandes écoles françaises se déplace à l'étranger. Conduite par Aïssa Touazi, conseiller du ministre français des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy, la délégation a, durant trois jours, discuté avec des écoles algériennes sur de nombreux projets destinés à la formation des élites de notre pays. «L'objectif aussi est de réfléchir à la mise en place de pôles d'excellence dans les domaines scientifiques et techniques de façon à accompagner le développement économique de l'Algérie. Ces pôles permettront à l'Algérie de se doter de cadres de haut niveau. C'est une marque de confiance de la part des autorités algériennes de se tourner vers la France pour former ses élites», explique une source proche du dossier.

Les discussions entre les écoles des deux pays devraient aboutir à la mise en place d'un cadre de coopération et la conclusion d'accords de partenariats. «Il y a un véritable engouement de la part des écoles françaises pour établir des partenariats avec les écoles algériennes», affirme Aïssa Touazi. La création des pôles d'excellence devrait être suivie de pôles régionaux un peu partout à travers le pays. Le gouvernement veut surtout convaincre les écoles françaises de s'implanter en Algérie. Le projet de création de pôles d'excellence en partenariat avec les grandes écoles françaises a été initié par les ministres des Affaires étrangères des deux pays. Il est fortement soutenu par les autorités politiques des deux pays, ce qui devrait accélérer sa concrétisation. Le président Abdelaziz Bouteflika accorde de l'importance à la formation des élites, indispensable pour sortir l'économie de sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et des compétences étrangères. L'enjeu est capital pour l'avenir du pays. Il est prévu l'accélération de la formation des cadres pour permettre au pays d'être attractif aux investissements directs étrangers. Mais aussi pour freiner la fuite des cerveaux et le départ massif des étudiants à l'étranger, notamment en France, pour poursuivre leurs études. Aujourd'hui, la plupart des entreprises algériennes souffrent du manque de cadres compétents. Des groupes privés recrutent parfois des étrangers pour leur

confier d'importants postes de responsabilité, dans la gestion des ressources humaines, le marketing, la communication...

Pour la France, la création de pôles d'excellence et d'écoles mixtes va lui permettre de renforcer sa position de principal exportateur de savoir-faire pour l'Algérie. Dans le domaine commercial, la France est le premier fournisseur de notre pays avec une part de marché de 22%. Les écoles françaises veulent profiter de l'explosion de la formation en management en Algérie et surtout du développement de l'économie algérienne, en pleine transition.

Hamid Guemache